

# «Les profs ne sont pas des glandeurs, mais on nous attaque de tous les côtés»

## REPORTAGE

**Mercredi et jeudi, des arrêts de travail d'une heure ont été déclarés dans les écoles. Les syndicats informent les profs avant la mobilisation. Mais que leur racontent-ils?**

### NATHALIE BAMPS

Dans le local B105 de l'Athénée Vauiban à Charleroi, on entend les mouches voler. Au tableau, Christophe Hemberg, mi-prof, mi-délégué CGSP. C'est cette dernière casquette qu'il portait mercredi. Il est 11h50. L'arrêt de travail a démarré au sein de son école.

On ne parle pas de grève sauvage ici. Le mot d'ordre pour les arrêts de travail (une heure seulement) dans les écoles a été donné il y a deux semaines. Ce jeudi, d'autres écoles de Wallonie et de Bruxelles seront encore concernées. Le but: informer les enseignants sur les mesures d'économies budgétaires. Et au passage, motiver les troupes pour les actions à venir: manifestation nationale (le 6 novembre), grèves tournantes (le 24 à Charleroi), et grève

générale (le 15 décembre).

Pour une fois, les profs ont donc pris la place de leurs élèves, face au tableau. Devant eux, le syndicaliste détaille les mesures communautaires, mais aussi les projets fédéraux qui les toucheront: pension, indexation des salaires, chômage, crédit-temps. Tout y passe.

### 22% de pension en moins

À coup de slides, Christophe Hemberg balance ses arguments. Les profs écoutent, perplexes. Une dame prend note consciencieuse-

ment. Elle calcule déjà l'âge auquel elle pourra espérer déposer sa craie. Pension et pouvoir d'achat sont les principales inquiétudes qui percent dans les rangs. De temps à autre, une exclamation de dépit fuse. Comme lorsque le syndicaliste explique à ses ouailles qu'ils toucheront en moyenne une pension rabotée de 22%, en raison de la suppression des tantièmes préférentiels et de la bonification des diplômes.

À côté de ça, il leur faudra travailler 5 à 6 ans de plus. Quant à l'indexation, elle leur fera perdre 50 euros par mois en moyenne (pour les

instituteurs et les régents). Gonflez légèrement la facture pour les profs du secondaire supérieur (les universitaires) et les sourcils se froncent un peu plus dans la salle de classe.

Alors, quand Christophe Hemberg explique que les crédits temps ne seront plus indemnisés, qu'il y inclut (à tort) les congés parentaux, Sara, une prof de néerlandais de 35 ans, explose: «Les profs ne sont pas des glandeurs, mais on nous attaque de tous les côtés, devant, derrière. Je suis révoltée!»

Même si les jours de manif et de grève elle perdra 70 euros de salaire (compensé en partie par 30 euros d'indemnisation du syndicat, par une prime de participation à la manif de 10 euros, et par un ticket de train pour rejoindre les troupes à Bruxelles...), Sara n'a pas besoin d'en entendre plus pour être convaincue de la nécessité de se mobiliser. «Tu peux nous donner tes slides, il faut les afficher dans la salle des profs, moi je ne saurais pas tout expliquer aux absents», dit la jeune femme dans un français parfait teinté d'une pointe d'accent venu du nord. On peut être Flamande, enseigner à Charleroi, et partir en

guerre contre les «suédois».

### Le mirage des DPPR

Christophe Hemberg acquiesce. Et continue à démonter les mesures suédoises aussi facilement qu'un meuble Ikea. «À la Fédération, ils ont épargné les DPPR (départ anticipé précédent la retraite NDLR). La vigilance syndicale a payé. Mais avec les mesures fédérales qui reculent l'âge de la pension à 63 ans, il sera impossible de partir en DPPR complète à 58 ans. Et pour la pension à 63 ans, ce sera très difficile si on veut avoir une carrière complète. C'est de la poudre aux yeux!»

Quant au saut d'index, le syndicaliste évalue son impact, en fin de carrière, à une année complète de salaire perdue.

Une jeune prof fait des yeux ronds. Sa collègue grisonnante la regarde, un sourire gêné aux lèvres. Le saut d'index, pour elle, aura peu d'impact. «Mais la solidarité est là, qu'on soit jeune ou vieux», constate Christophe Hemberg. Aujourd'hui, tout le monde est touché... «Mais on essaye de nous diviser. Flamands contre Wallons, privé contre public. C'est pour ça qu'il faut venir le 6 novembre. Si les délégués sont seuls dans les rues, ça ne servira à rien. Il faut qu'on soit 100.000!»

«Et nos élèves alors, on les laisse tomber?», se demande un prof que sa conscience professionnelle taraude. «C'est quand on se retrouvera avec Alzheimer devant nos élèves qu'on les laissera tomber», rétorque une autre. Mais pas de craintes à avoir, la grève en pleine période d'examen n'aura pas d'impact. «Les écoles vont jouer le jeu. Pas question de prendre les élèves en otage. Si on les pénalise, on ne sera pas crédibles. Aucun examen ne sera programmé ce jour-là». Alors, feu vert pour débrayer.